

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 80 (1992)

Heft: 1

Artikel: Rendez-nous nos fils !

Autor: Merlach, Eveline

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279883>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rendez-nous nos fils!

Trois mères appartenant à la communauté albanaise de l'ex-Yougoslavie sont venues chercher de l'appui à Genève.

Elles s'appellent Milajite Shala, Edi Shurki et Edita Tahiri, et elles sont membres du Forum des femmes de la Ligue démocratique du Kosovo, un parti politique qui porte la voix de la communauté albanaise de l'ex-Yougoslavie. Ce parti compte environ 700 000 adhérent-e-s, dont 40% de femmes, surtout des mères, comme le précisent Milajite, Edi et Edita. Ces trois femmes étaient à Genève début décembre pour avoir des entretiens avec le HCR et le CICR au sujet des jeunes militaires kossove dont on est pour l'instant sans nouvelles. Elles ont également rencontré des représentantes des Femmes pour la paix de Genève, qui sont particulièrement sensibilisées aux horreurs de la crise yougoslave.

Avant 1981, le Kosovo province «albanaise» de trois millions d'habitants, incorporée à la Serbie, jouissait d'une certaine autonomie, comme l'attestait l'usage de la langue albanaise dans les premières années d'école.

Dès 1981, comme partout ailleurs dans le bloc communiste, des mouvements de mécontentement réclamant plus de liberté politique et d'autonomie culturelle, se sont manifestés au Kosovo. La situation s'y est dégradée progressivement, sur tous les plans. Le Parlement serbe a remplacé petit à petit tous les cadres albanais du Kosovo par des Serbes: par exemple les médecins dans les hôpitaux, même dans les maternités, si bien que les femmes kossove ont peur d'aller y accoucher, ou les enseignants dans les écoles (on a pris le prétexte qu'ils ne savaient pas écrire en écriture cyrillique!).

Le Législatif est allé jusqu'à décréter la ségrégation des enfants, entre Albanais et Serbes (ils fréquentaient la même école, mais à des heures différentes). La communauté kossove a tout accepté, pourvu qu'on garde les écoles ouvertes. Mais cela n'a servi à rien, car le gouvernement serbe les a quand même fermées à partir de 1991. Toutes les écoles et universités sont fermées pour les Albanais, 400 professeurs ont été licenciés et parmi les trois femmes qui sont venues à Genève, deux étaient professeuses et ont été licenciées dans les



De gauche à droite: Edita Tahiri, Milajite Shal et Edi Shukri au Centre social protestant de Genève, le 6 décembre 1991.

circonstances que nous venons de décrire. Aujourd'hui, on peut dire que toute autonomie a disparu dans le Kosovo, même si la Constitution n'a pas été changée.

Ecoles fermées

Une des premières actions du Forum des femmes a été de mobiliser les mères pour que la scolarisation continue à la maison, sous la conduite des plus préparées d'entre elles. Puis elles se sont occupées de leurs fils soldats.

La situation des militaires kossove a toujours été délicate. Dès 1981, on a eu connaissance de plusieurs cas de suicides de jeunes recrues. Actuellement plus de mille réfractaires sont en prison, certains avec des peines allant jusqu'à vingt ans d'emprisonnement.

Depuis que la guerre entre la Croatie et la Serbie a éclaté, tout s'est aggravé. Les jeunes Kossove doivent souvent monter en première ligne et n'osent pas se rendre, sous peine d'être exécutés depuis l'arrière. Parfois, on les oblige même à porter des brassards blancs pour mieux les reconnaître. Certains parviennent à désertir. Ils arrivent à l'étranger sans papiers, en Suisse par exemple, et il est à craindre qu'on les

prenne pour des criminels. Les trois visiteuses prient les femmes suisses de lancer des appels pour les aider.*

220 disparus

Milajite, Edi et Edita sont venues à Genève après un voyage à travers la Macédoine, qui est encore épargnée par le conflit. Au CICR, elles ont demandé d'ouvrir un bureau non serbe (car la Croix-Rouge serbe a un bureau) à Prishtine, qui s'informerait auprès des Serbes et informerait à son tour les familles des soldats dont on est sans nouvelles depuis des mois. Elles ont apporté ainsi une liste de 220 jeunes dont on ne sait s'ils sont morts, blessés ou combattants quelque part.

Elles nous demandent – à toutes les femmes qui se sentent concernées par le drame yougoslave – de les aider dans leurs démarches, de les soutenir par l'envoi de lettres au CICR pour la recherche des soldats et à l'UNESCO pour la réouverture des écoles.

Elles nous demandent qu'on arrête cette guerre insensée et qu'on leur rende leurs fils!

Eveline Merlach

*Femmes pour la paix, CP 52, 1252 Meinier.